

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE  
Sciences et Technologies de la Gestion

# HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

Durée : 2 heures 30

Coefficient : 2

**L'usage de la calculatrice est interdit.**

**Aucun document n'est autorisé.**

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet et que toutes les pages sont imprimées.

Si le sujet est incomplet, demandez-en immédiatement un nouvel exemplaire aux surveillants.

Ce sujet comporte 9 pages

**Le document réponse page 3/9 est à rendre avec la copie.**

**Première partie : 10 points**

Le candidat doit traiter toutes les questions.

**Deuxième partie : 10 points**

Le candidat doit traiter un seul de ces exercices.

## **PREMIÈRE PARTIE**

### **QUESTIONS D'HISTOIRE** : 5 points

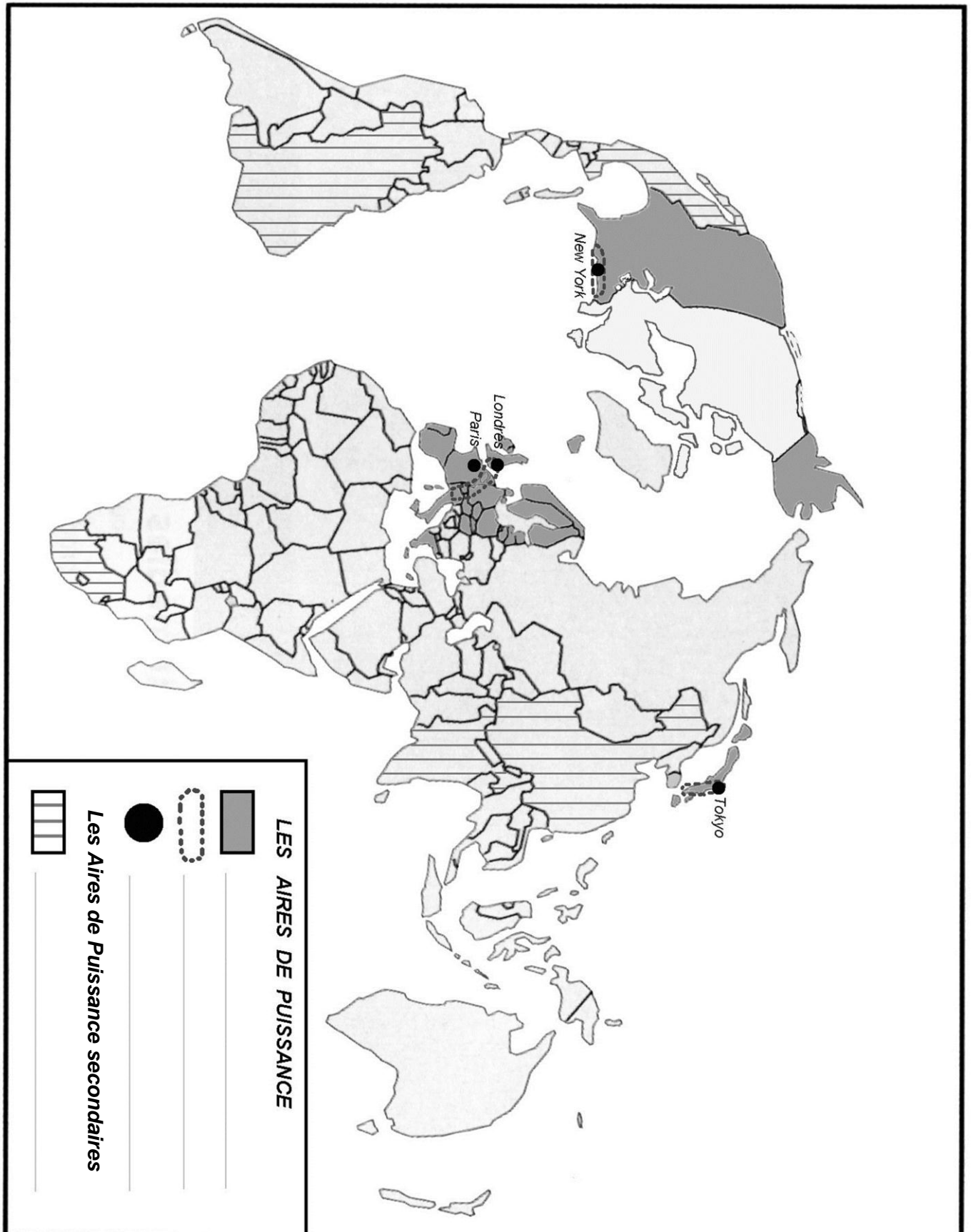
- 1) Justifiez par deux arguments l'affirmation suivante : « Dans les années 1948 – 1949, la situation de l'Allemagne symbolise l'entrée dans un monde bipolaire ».
- 2) Citez et présentez deux acteurs majeurs du processus de décolonisation.
- 3) Choisissez parmi les dates suivantes, deux dates clés qui correspondent à une évolution institutionnelle de la fonction présidentielle sous la V<sup>ème</sup> République. Justifiez le choix des dates retenues.
  - a) 1962
  - b) 1968
  - c) 1981
  - d) 1986
  - e) 2000

### **QUESTIONS DE GÉOGRAPHIE** : 5 points

- 1) Choisissez, parmi les propositions ci-dessous, la définition la plus pertinente de la notion de réseau :
  - a) Déplacements matériels (marchandises, hommes) ou immatériels (argent, informations) d'un point à un autre de l'espace mondial.
  - b) Mise en relation par des échanges généralisés des différentes parties de la planète et impliquant des acteurs variés.
  - c) Ensemble de systèmes de communication organisés par des pôles et des carrefours permettant la circulation de flux de différentes natures.
- 2) Citez deux types d'acteurs des grandes manifestations sportives qui participent ainsi à l'uniformisation culturelle mondiale.
- 3) Complétez la légende de la carte de la page 3/9.

Document réponse à rendre avec votre copie.

**Les aires de puissance dans le monde actuel**

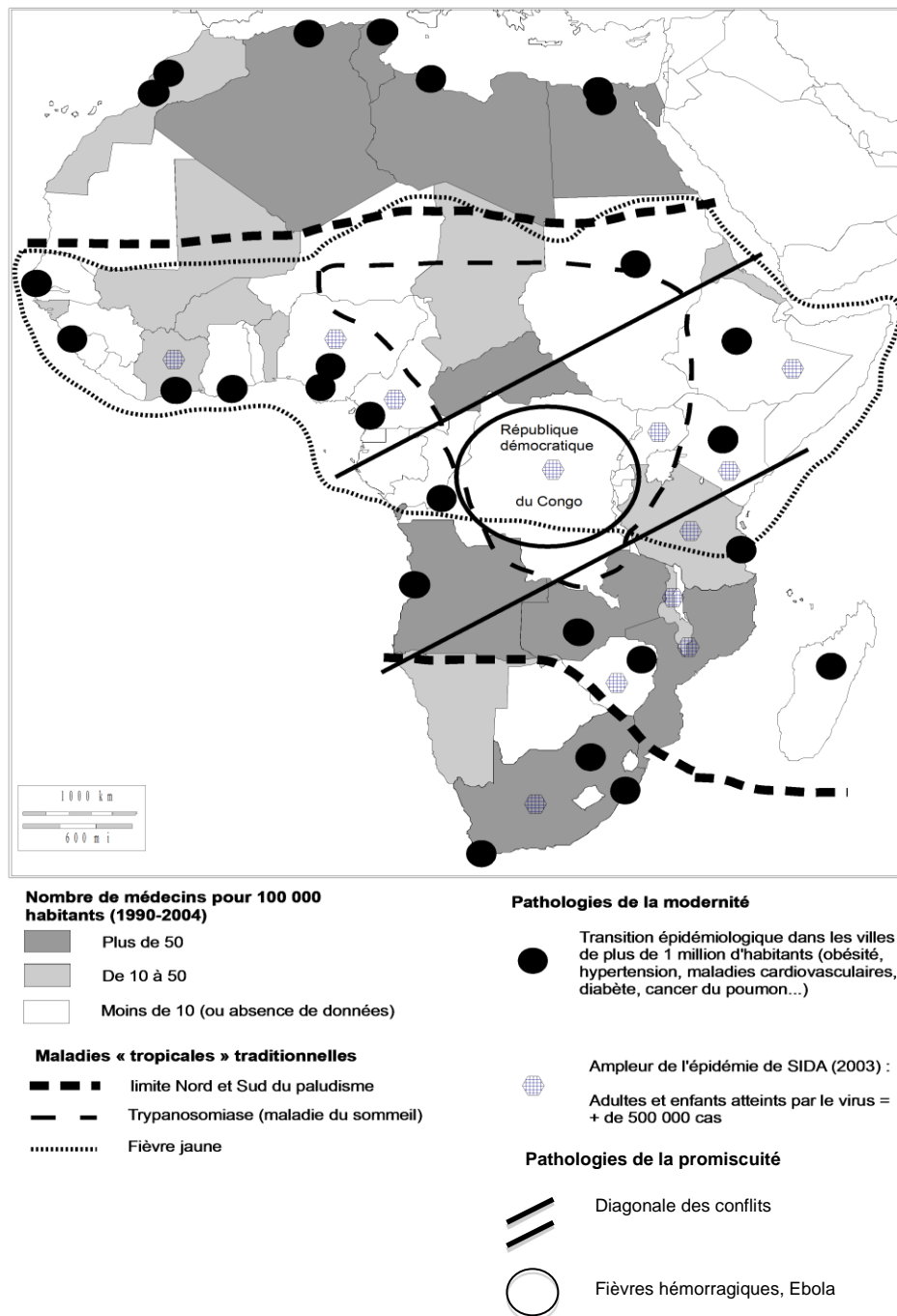


## DEUXIÈME PARTIE

### Exercice 1

#### La Santé

#### Document 1 : Géographie des maladies qui affectent l'Afrique



Source : d'après Sylvie BRUNEL, « L'Afrique dans la mondialisation », La Documentation Photographique n°8048, (sources : PNUD 2005 et OMS 2003)

## **Exercice 1 (suite)**

**Document 2** : République Démocratique du Congo (RDC) : situation sanitaire (toujours) critique.

Des décennies de conflits et un manque d'investissement de la part du gouvernement ont fragilisé le système sanitaire et favorisé l'apparition d'épidémies à travers la RDC. Pour la population l'accès aux soins est un défi permanent. [...]

Le manque d'investissement dans le système sanitaire se traduit par un manque d'infrastructures et de personnel médical compétent alors que les besoins médicaux restent importants à travers le pays. La conséquence directe de cette négligence : une hausse des taux de mortalité materno-infantile et une espérance de vie parmi les plus faibles au monde. Des contraintes logistiques dues à la taille du pays, un manque de ressources matérielles et humaines ont fragilisé les mesures nationales de prévention des maladies. Par ailleurs, le dysfonctionnement du Programme Elargi de Vaccination (assurant la vaccination de routine) ainsi que l'absence de stratégie de vaccination créent une situation d'urgence sanitaire permanente dans le pays et des épidémies, pourtant évitables (choléra, rougeole et paludisme), font de nombreuses victimes parmi la population congolaise. [...]

Médecins Sans Frontières (MSF) a répondu à une épidémie de choléra le long du fleuve Congo et dans la capitale Kinshasa, depuis avril 2011, en assurant le traitement des patients ainsi que la construction de structures appropriées. La menace d'une épidémie de choléra combinée au début de la saison des pluies en août est particulièrement préoccupante dans les centres urbains densément peuplés, sans système d'assainissement adéquat. [...]

En RDC, seulement 12 % des patients séropositifs reçoivent un traitement antirétroviral (ARV), et 95 % des femmes vivant avec le sida n'ont pas accès à un traitement de prévention de la transmission de la maladie à leur enfant à naître.

Malgré cette situation, la RDC fait face actuellement à un défi majeur dans le financement de la lutte contre le sida. En 2011 la Banque Mondiale a arrêté de financer ses programmes VIH/sida et les autres bailleurs de fonds continuent de travailler avec des moyens limités au regard de la crise actuelle. En outre le Fonds mondial, plus grand mécanisme de financement dans la lutte contre le VIH/sida, fait face à un déficit financier important de la part des pays donateurs. Le retrait de donateurs actuels pourrait laisser des milliers de patients sans traitement en RDC et empêcher davantage de gens d'y accéder, menaçant ainsi d'anéantir tous les progrès réalisés depuis l'introduction des ARV dans le pays. MSF continue ses efforts de lobbying afin de maintenir le soutien financier des bailleurs de fonds pour répondre à la crise.

Article paru le 22 novembre 2011 sur le site Internet de « Médecins Sans Frontières », (<http://www.msf.fr/actualite/articles/>).

## **Questions**

- 1) D'après le document 1, quelles maladies touchent le continent africain ? Quelles sont les régions les plus touchées ?
- 2) Quelles conditions particulières favorisent le développement de ces maladies ? (documents 1 et 2)
- 3) Quel type d'organisme est « Médecins Sans Fontières » ? Quels sont ses buts ? Comment tente-t-il de les réaliser ? (document 2)
- 4) D'après le document 2, pourquoi peut-on dire que la République Démocratique du Congo dépend d'acteurs extérieurs, pour faire face à ses problèmes sanitaires ?

## **Exercice 2**

### **L'Éducation**

Document : L'Éducation des filles et des femmes.

La déclaration universelle des droits de l'homme l'indique : « Toute personne a droit à l'éducation ». La Convention de l'UNESCO contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement rappelle elle aussi l'importance de promouvoir l'égalité des chances et des traitements. L'éducation est un moyen de garantir l'égalité des chances entre les garçons et les filles. Parmi les 100 millions d'enfants privés d'accès à l'enseignement primaire, une majorité sont des filles (55 %). La plupart vit en Afrique subsaharienne, en Asie du sud-est et dans les États arabes. En Afrique rurale, à peu près 70 % des filles ne terminent pas le cycle primaire. Les femmes représentent 64 % des adultes dans le monde qui ne peuvent ni lire ni écrire en comprenant le sens des mots. Pour 100 hommes adultes qui savent lire et écrire, on compte seulement 88 femmes.

Un instrument pour réduire la pauvreté.

Quand 189 chefs d'État ont signé la Déclaration du millénaire en 2000, ils ont reconnu que l'éducation des filles était un outil nécessaire pour réduire la pauvreté et respecter les droits de l'homme. L'éducation a un impact important sur la capacité des filles et des femmes à revendiquer d'autres droits et à acquérir un statut social, à atteindre l'indépendance financière ou améliorer leur représentation en politique. Les mères éduquées sont plus susceptibles d'envoyer leurs filles à l'école, de se préoccuper de la santé de leur famille et d'avoir moins d'enfants. Elles sont aussi moins vulnérables à l'exploitation et moins exposées aux risques comme le VIH/sida. [...]

La pauvreté domestique constitue l'un des obstacles à l'inscription et au maintien des filles et des femmes dans le système éducatif. Les programmes de réduction de la pauvreté sont essentiels pour assurer un enseignement équitable et de qualité avec des résultats durables. L'introduction d'activités génératrices de revenus a eu des effets positifs.

L'UNESCO soutient deux actions dans des zones rurales du Niger et au Burkina Faso qui visent à émanciper les femmes à travers des programmes d'alphabétisation durable et le développement d'activités qui génèrent du revenu. L'expérience montre que les femmes qui savent lire et écrire gèrent mieux leurs activités de micro crédit, sont plus aptes à participer à la prise de décision et ont une meilleure compréhension des problèmes de santé.

Bureau d'information du public de l'UNESCO,  
(Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), 2006  
Site Internet : [www.unesco.org/bpi/pdf/memobpi26\\_girlseducation\\_fr.pdf](http://www.unesco.org/bpi/pdf/memobpi26_girlseducation_fr.pdf).

### **Questions**

- 1) Qu'est-ce que l'UNESCO et quel est son objectif d'après le texte ?
- 2) Quelles sont les inégalités décrites dans ce document en matière d'éducation ?  
Où sont - elles les plus importantes et pourquoi ?
- 3) En quoi l'éducation permet-elle de modifier le statut de la femme dans la société ?
- 4) Pourquoi peut-on dire que l'éducation des filles et des femmes constitue un moteur de développement économique et humain ?

### Exercice 3

#### **Le Proche Orient**

**Document** : Interview d'Hubert Védrine (ministre français des affaires étrangères de 1997 à 2002) parue dans le magazine « *L'Histoire* » d'avril 2006.

**L'Histoire** : *La guerre en Irak était-elle légitime ?*

**Hubert Védrine** : En termes de droit international classique, la guerre en Irak n'est pas légitime dans la mesure où seul le Conseil de sécurité de l'ONU peut autoriser une action de force au titre du chapitre 7 de la charte\* ("Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression"). C'est ce chapitre qui a été invoqué lors de la guerre du Golfe : il s'agissait d'expulser l'armée irakienne du Koweït. En ce sens, la guerre du Golfe, elle, était légitime.

Cette réponse reste théorique puisque évidemment les relations internationales ne relèvent qu'en partie du droit. Il faut donc poser la question de la légitimité de l'intervention sur le plan politique. Pour le président américain George Bush et pour ceux qui l'ont soutenu, y compris en France, l'Irak représentait un risque majeur pour la sécurité du monde, rendant l'intervention nécessaire. Or on sait qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive, contrairement à ce que Washington a affirmé. Les Américains ont-ils sciemment menti ? Je ne le crois pas. Certains ont tordu les faits, mais ne pensaient pas mentir. Plus dangereux que des menteurs, c'étaient des exaltés, des fanatiques qui étaient sûrs d'avoir raison.

Ce qui était justifié, c'était l'action en Afghanistan qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001 : les États Unis étaient en état de "*légitimes représailles*". Personne, d'ailleurs, n'a contesté leur intervention contre le régime des talibans.

Par la suite, une politique bien plus indiquée aurait été d'encourager le processus de paix israélo-palestinien (au lieu de s'aligner sur la ligne dure d'Ariel Sharon\*\* à l'époque), d'œuvrer pour la mise en place d'un État palestinien. Cela aurait donné une autorité et une légitimité bien plus considérables à la politique américaine et à l'Occident en général. [...]

**L'Histoire** : *Au bout du compte fallait-il faire la guerre ?*

**Hubert Védrine** : Il faut quand même mettre au crédit de cette intervention la chute de Saddam Hussein – ce dont bien des Irakiens sont reconnaissants. Sans cela ce dictateur continuerait de narguer les Occidentaux et d'opprimer sa population.

Reste que la guerre en Irak a des répercussions bien plus graves que celle du Vietnam. Le fait que le régime vietnamien soit ou non communiste ne changeait rien ni pour les États Unis ni pour la scène internationale. En Irak, l'évolution du pays peut jouer sur l'économie du monde comme sur la stabilité de la région. Un retrait total des Américains n'est envisageable que s'il existe à Bagdad un régime sûr, qui ne menace pas Israël, qui garantisse l'accès au pétrole et qui ne cherche pas à se rapprocher de l'Iran. [...]

*Note* : \* Le 7 mars 2003, au Conseil de Sécurité, la France prend position contre un projet de résolution souhaité par les États Unis qui visait à autoriser l'entrée en guerre contre l'Irak.

\*\* Ariel Sharon est le premier ministre israélien entre 2001 et 2006.

### Questions

- 1) Quels sont les différents conflits (lieux, adversaires) du Proche Orient évoqués par Hubert Védrine dans cet entretien ?
- 2) D'après Hubert Védrine, quelles sont les motivations de l'intervention des États-Unis en Irak en 2003 ?
- 3) En termes de droit international, quelle différence Hubert Védrine fait-il entre les interventions armées dans le Golfe en 1991 et en Irak en 2003 ?
- 4) En quoi ce document montre-t-il que le Proche Orient est une région au cœur des tensions internationales ?

## **Exercice 4**

### **L'Amérique Latine.**

#### **Document 1 : La politique des États-Unis en Amérique Latine.**

Avec la Guerre froide, la politique de Washington se durcit. [...] L'interventionnisme américain en Amérique latine connaît alors une recrudescence, tant au nom de l'endiguement que pour préserver les intérêts américains.

En 1959, à Cuba, Castro prend le pouvoir. Son régime est perçu à Washington comme une menace. Face à l'embargo américain, Cuba se tourne vers l'URSS [...]. Dès lors les événements s'enchaînent pour conduire au paroxysme de la Guerre froide. Kennedy tente de renverser Castro ; c'est, en 1961, l'épisode de la Baie des Cochons qui se solde par un total fiasco. L'installation de missiles soviétiques en 1962 à Cuba provoque une crise qui fait craindre un conflit entre les deux Grands, mais le dénouement de la crise ouvre la voie à la coexistence pacifique. [...] A mesure que la révolution se diffuse en Amérique latine, Washington relègue les principes démocratiques au second plan. Encouragés par les États-Unis, nombre de militaires latino-américains traquent le communisme et les coups d'État se multiplient. [...]

[Au cours des années 1970, les États-Unis] cherchent à influencer les politiques économiques nationales, soit directement, soit indirectement, via les « plans d'ajustement structurels » conduits par le FMI (Fonds Monétaire International).

L'administration Reagan mène ensuite une politique de reprise en main de l'Amérique centrale. Cette partie du continent, où progresse l'extrême gauche à partir de la fin des années 1970 (Nicaragua, Guatemala, Salvador), fait l'objet d'une violente réaction des États-Unis. [...]

La fin de la Guerre froide atténue les tensions dans la région, même si la zone caraïbe reste une « zone chaude » dans laquelle Washington cherche à contrôler l'avènement d'un nouvel ordre régional. L'accent est désormais mis sur le développement économique et la promotion de la démocratie. [...]

Source : Extraits de l'article de F. Leriche,  
« Face à la puissance américaine »,  
Paru dans le magazine *TDC Documents pour la classe*,  
n°920, 15 septembre 2006, Scéren, CNDP.



### **Exercice 4 (suite)**

**Document 2** : Extrait de l'article « Amérique Latine : à gauche toute » de Jacques Amalric paru dans le magazine *Alternatives Internationales* n° 30 de Mars 2006.

[On assiste aujourd'hui à] une véritable rivalité américano-venezuélienne sur tout le continent. Le sommet des Amériques (34 participants sans Cuba) de début novembre [2005] à Mar d'el Plata, en Argentine, en a été le théâtre, Hugo Chavez(1) réussissant à mettre en échec le projet américain d'Accord de libre commerce des Amériques (Alca), lancé par l'administration Clinton et lui opposant son idée d'Alliance alternative bolivarienne, qui ne compte pour l'instant que deux adhérents, le Venezuela et Cuba.

Malgré ce faible effectif, le Venezuela bénéficie en tant que cinquième producteur mondial de pétrole, d'une arme efficace : la vente d'hydrocarbures à prix réduit pour se créer une clientèle. Ses abondantes recettes pétrolières (35 milliards de dollars en 2005) ont non seulement permis à Hugo Chavez de multiplier les programmes sociaux dans ses *barrios*(2) mais aussi de faire de l'Argentine un de ses obligés en rachetant une grande partie de la dette FMI de Buenos Aires. [...]

Depuis on parle de la construction d'un gazoduc reliant les gisements vénézuéliens à l'Argentine et de la livraison d'une centrale nucléaire argentine au Venezuela. Ainsi que d'une adhésion du Venezuela au Mercosur, cette ébauche de marché commun qui comprend outre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. [...]

L'image dégradée des États Unis, notamment par l'affaire irakienne, joue aussi son rôle dans un continent où l'anti-américanisme est particulièrement vivace.

Dans le magazine *Alternatives Internationales* n° 30 de mars 2006.

(1) Hugo Chavez : Chef du Parti Socialiste Unifié du Venezuela et président du Venezuela depuis février 1999.

(2) barrios : quartiers urbains défavorisés

### **Questions**

- 1) En vous appuyant sur le document 1, montrez que l'Amérique latine est un des théâtres de la guerre froide.
- 2) Quelle est l'évolution de la politique des États-Unis en Amérique latine depuis la fin de la guerre froide ? (documents 1 et 2)
- 3) Quels États s'opposent aujourd'hui à cette politique ? Quels sont leurs atouts ? (document 2)